

Le MR peu ému par la saillie institutionnelle de De Wever

■ Selon Michel et Chastel, tout parti peut mener ses propres réflexions en vue de 2019.

Réaction sans surprise dans le chef du Premier ministre. Interrogé jeudi à la Chambre sur la volonté de la N-VA de mener en interne une réflexion institutionnelle sur l'avenir de la Belgique, Charles Michel (MR) a rappelé qu'"il n'y aura pas de réforme de l'Etat jusqu'en 2019", conformément à l'accord de gouvernement. La N-VA, elle-même, disait mercredi qu'elle respecterait le gel communautaire durant la législature en cours.

Il est à noter que seuls le CDH et Défi (ex-FDF) sont montés à la tribune du Parlement pour interpellier le chef du gouvernement. Rien du côté flamand. Et le PS a opté pour des questions plus concrètes – mais à portée communautaire – sur l'avenir de la sécurité sociale et du Thalys wallon.

En substance, M. Michel a indiqué que chaque parti est libre de mener ses propres réflexions en vue des prochaines élections, en 2019. Au sein de son parti, la tonalité est similaire. Le président des libéraux, Olivier Chastel, a assuré jeudi, au micro de la RTBF, qu'il ne se sentait pas "trahi" par son partenaire de majorité.

"La N-VA est nationaliste, ce n'est pas un scoop, a-t-il commenté. Chaque famille politique, dans cette période où il n'y a pas d'élection, réfléchit à son avenir. Il n'y a pas de raison que seule la Wallonie réfléchisse à des réformes institutionnelles (NdLR, des députés PS et MR ont récemment réclamé des transferts de compétences de la Communauté française vers la Région wallonne). La N-VA y réfléchit aussi, en interne."

Même son de cloche à la base du MR où toute cette émotion laisse froid. La sortie soudaine de Bart De Wever n'a pas vraiment heurté. Il faut dire que depuis quelques semaines, les "buzz" médiatiques orchestrés par le président de la N-VA sont quasi quotidiens. "On est très serein, glisse un baron libéral. Cela confirme que, a contrario, seul le socio-économique est à l'agenda jusqu'en 2019."

Le cas Hendrik Vuye

Un élu réformateur a une lecture très "realpolitik" de la situation. Il ajoute que "ça n'a même pas vibré au sein du parti. Quand on a vu l'info, on s'est juste dit que la N-VA voulait récupérer un peu d'électorat en Flandre à la suite des derniers sondages" qui la donnent en légère baisse par rapport au scrutin de 2014.

Un poids lourd du parti confirme cette

tendance. "Je ne vois rien d'intéressant dans la réflexion amorcée par la N-VA. Un seul élément peut-être : l'éjection du chef de groupe nationaliste à la Chambre." En effet, Hendrik Vuye, qui a été chargé par Bart De Wever de mener la réflexion académique sur l'avenir institutionnel de la Flandre, a perdu son statut de patron des députés fédéraux N-VA.

Selon le quotidien flamand "Het Laaste Nieuws", cette mission de réflexion confiée à celui qui est aussi professeur de droit constitutionnel aux Facultés de Namur était une manière élégante de le dégager de ses responsabilités politiques à la Chambre. L'homme se-

rait un peu trop incontrôlable aux yeux du top du parti. Le député très flamboyant Peter De Roover serait en lice pour le remplacer dans ses fonctions. Si ça se confirme, cela montre bien que les nationalistes ont la volonté de ne pas (trop) perdre de vue les idéaux du mouvement flamand. A tout le moins dans les positionnements politiques et médiatiques.

Pour l'heure, cependant, le coup médiatique de Bart De Wever, laissant entendre que son parti lorgnait à nouveau le communautaire, ne semble pas convaincre les milieux les plus flamingants.

A.C. et F.C.

"Il n'y aura pas de réforme de l'Etat jusqu'en 2019."

CHARLES MICHEL
Premier ministre, MR.

Épinglé

La Flandre de moins en moins séparatiste

Etude. Les indépendantistes flamands ont du souci à se faire. Selon une étude menée par l'UCL et l'ULB, seuls 16% des jeunes Flamands sont séparatistes, nettement moins que leurs aînés. L'étude se base sur les recherches

relatives à la mémoire collective, indique l'UCL. Les chercheurs sont partis du principe qu'au nord du pays, le mouvement séparatiste est motivé par les souvenirs collectifs douloureux du mauvais sort subi par les Flamands dans la Belgique d'autrefois (notamment pendant la Première Guerre). Or, cette mémoire ne répond plus à l'expérience de la jeunesse flamande, dont la région est devenue très autonome et

prospère. Les données statistiques ont confirmé l'hypothèse. 34% des Flamands nés entre 1920 et 1957 (Belgique préfédérale) sont séparatistes; ils sont 33% dans la tranche 1958-1982 ("fédéralisme en cours"); et 16% chez les jeunes nés après 1983 (Belgique postfédérale). Bref, conclut l'étude, "l'effet générationnel [réduit] l'orientation nationaliste chez les jeunes flamands". A.C.